

**ARRÊTÉ**  
**portant modification d'une autorisation environnementale**

**Parc éolien à ROLLOT (80) et MORTEMER (60)  
exploité par la société Ferme éolienne des Trois Rivières**

**LE PRÉFET DE LA SOMME**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL**  
**DU MÉRITE**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL**  
**DU MÉRITE**  
**OFFICIER DES ARTS ET DES LETTRES**

Vu le Code de l'environnement et notamment son livre I, titre VIII, chapitre unique et la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à son article R. 511-9 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination de M. Frédéric BOVET, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 avril 2018 modifié relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 13 août 2021 portant autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs (E5, E6, E7 et E10) et un poste de livraison à ROLLOT (80) et MORTEMER (60), au bénéfice de la SASU Ferme éoliennes des Trois Rivières ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 13 août 2021 portant autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant un aérogénérateur (E4) et un poste de livraison à ROLLOT (80), au bénéfice de la SASU Ferme éoliennes du Bois Masson ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 22 juin 2022 portant modifications des autorisations environnementales d'exploiter les aérogénérateurs E4, E5, E6, E7 et E10 et un poste de livraison ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'accusé réception du 14 janvier 2022 de la déclaration de changement d'exploitant concernant une éolienne (E4) située à ROLLOT, que la SASU Ferme éolienne des Trois Rivières exploite à la place de la SASU Ferme éolienne du Bois Masson ;

Vu le dossier de donner acte du 7 février 2024 considérant que le remplacement du poste de livraison par une armoire de coupure, l'implantation du poste de coupure en bordure sud-est de la plateforme dédiée à l'éolienne E5 et la modification du tracé de raccordement électrique au Poste Source (PS) ne sont pas des modifications substantielles ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriel du 5 juillet 2024, relatif à la modification du plan de bridage des éoliennes du parc éolien exploité par la société Ferme éolienne des Trois Rivières ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société Ferme éolienne des Trois Rivières le 20 juin 2025, reçu le 25 juin suivant ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société Ferme éolienne des Trois Rivières est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à ROLLOT (80) et MORTEMER (60), sous couvert notamment de deux arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter du 13 août 2021 ;
2. par courriel du 5 juillet 2024, la société Ferme éolienne des Trois Rivières a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter à connaissance visant à modifier le plan de bridage des éoliennes ;
3. au vu des éléments transmis, ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Somme et de l'Oise ;

**ARRÊTENT**

## **Article 1 : Objet**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions des arrêtés interpréfectoraux du 13 août 2021 autorisant la société Ferme éolienne des Trois Rivières, dont le siège social est situé 233 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 PARIS, à exploiter un parc éolien sur les communes de Rollet (80) et Mortemer (60), et de l'arrêté inter-préfectoral complémentaire du 22 juin 2022, sont modifiées par l'article ci-dessous.

## **Article 2 : Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté interpréfectoral portant autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs (E5, E6, E7 et E10) et un poste de livraison à ROLLOT (80) et MORTEMER (60)	Article 2.1 du titre 2	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté interpréfectoral portant autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant un aérogénérateur (E4) et un poste de livraison à ROLLOT (80)	Article 2.1 du titre 2	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté interpréfectoral complémentaire du 22 juin 2022	Article 6	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté

## **Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Régime	Rubrique	Libellé	Caractéristiques
A	2980.1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres	Nombre d'aérogénérateurs : 5 Nombre de poste de livraison : 0 Hauteur totale max en bout de pale : 180 mètres Hauteur au moyeu max : 111 mètres Puissance unitaire max : 3 MW Puissance totale max : 15 MW

A : installation soumise à autorisation

## **Article 4 : Modification du plan de bridage acoustique**

Dans l'étude acoustique du dossier de demande de modification déposé le 5 juillet 2024, il a été constaté des risques de dépassements aux émergences réglementaires en période nocturne pour certaines vitesses de vent. L'exploitant a prévu un plan de bridage dans son étude acoustique pour respecter la réglementation. Celui-ci est automatiquement mis en place dès la signature du présent arrêté.



## **Article 5 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de ROLLOT (80) et MORTEMER (60) et peut y être consultée. Un extrait de celui-ci est affiché dans les mairies de ROLLOT (80) et MORTEMER (60) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur les sites Internet des services de l'État dans les départements de la Somme (<https://www.somme.gouv.fr>) et de l'Oise (<https://www.oise.gouv.fr>).

## **Article 6 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du Code de justice administrative :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non-prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application Télérecours accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 7 : Exécution**

Les secrétaires généraux des préfectures de la Somme et de l'Oise, les maires de ROLLOT (80) et MORTEMER (60) et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Ferme éolienne des Trois Rivières.

Le **18** JUIL. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Frédéric BOVET

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD